

A.C.R.
Société à Responsabilité Limitée
A capital variable de 7 622,45 €
Siège Social : 91 rue des Moines 75017 PARIS
411 132 186 R.C.S. PARIS

PARIS-17° - EPIFANIE LE 14 SEP. 2002
 100 BORDO 174 Case 2
 75 f.
 83, 62 f.
 REQU
 SIGNATURE

92-33367
 Greffe du Tribunal de
 Commerce de Paris
 14 OCT. 2002
 70871
 N° de dépôt :

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 28 JUIN 2002

L'an deux mil,

Le 28 Juin,

A 18 heures,

Les associés de la société A.C.R., Société à Responsabilité Limitée au capital de 7 622,45 €, divisé en 500 parts de 15,24 € chacune, dont le siège est 91, rue des Moines 75017 PARIS, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège de la Société, sur convocation de la gérance.

Sont présents :

Monsieur Laurent FERAUGE possédant
 Monsieur Marc FERAUGE possédant

245 parts.
 255 parts.

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Marc FERAUGE, gérant associé.

M.F. L.F.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Conversion du capital social en euros,
- Suppression de la mention de la valeur nominale des actions dans les statuts,
- Suppression du caractère variable du capital,
- Libération du capital social,
- Modification des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion, décide d'exprimer en euros le capital social dont le montant s'élève à la somme de 50 000 F pour 500 parts de 100 F de nominal, au moyen de la conversion de cette valeur par application du taux officiel de conversion de l'euro qui s'élève à un euro pour 6,55957 Francs.

Le capital social ressort ainsi à 7 622,45 euros pour 500 parts de 15,24 euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents.

N. F. 1 F.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'arrondir le montant global du capital au nombre entier d'euros immédiatement inférieur, soit un montant de 7 622 euros, ce qui fait une différence de 0,45 euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de supprimer la mention de la valeur nominale des actions dans les statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que le capital social de la Société n'a pas varié depuis sa constitution et est demeuré fixé à 50 000 F, soit 7 622,45 €, arrondi à 7 622 €.

L'Assemblée Générale décide de supprimer le caractère variable du capital de la Société.

La collectivité des associés décide de libérer les sommes restant dûes, soit 6 859,76 € par compensation avec les comptes courants des associés.

L'Assemblée Générale constate que la somme de 6 859,76 €, correspond à des créances liquides et exigibles sur la Société, ainsi qu'il ressort de l'arrêté de compte certifié par la gérance.

Il résulte des constatations ci-dessus que le capital de 7 622 € est intégralement libéré.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence des résolutions qui précèdent, décide de modifier les articles 1, 3, 6, 7 et 8 des statuts, lesquels sont désormais rédigés comme suit :

ARTICLE 1 - FORME

Il a été formé initialement entre les propriétaires des parts créées, une société à responsabilité limitée à capital variable régie par la loi du 24 juillet 1966, le décret du 23 Mars 1967, le titre III de la loi du 24 juillet 1867, ainsi que par les présents statuts.

Le caractère variable du capital a été supprimé par Assemblée Générale du 28 Juin 2002.

M.F. - L.F.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : A.C.R.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L."

ARTICLE 6. - APPORTS

Il a été apporté en numéraire, à la constitution de la Société :

- par Monsieur Marc FERRAUGE	2 500 F
- par Monsieur Laurent FERRAUGE	2 500 F

Soit au total la somme de 5 000 F

Souscrites en totalité et libérées du dixième ainsi qu'il résulte du certificat établi le 17 Janvier 1997 par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Ile de France, dépositaire des fonds.

La somme de 5 000 F a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 Juin 2002, le capital social a été converti en unité euro pour être porté à 7 622 Euros.

Aux termes de cette même Assemblée le solde du capital a été libéré par compensation avec des créances liquides et exigibles que les associés détenaient sur la Société.

ARTICLE 7. - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de Sept Mille Six Cent Vingt-Deux Euros (7 622 €), divisé en 500 parts

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

- à Monsieur Marc FERRAUGE	255 parts sociales
- à Monsieur Laurent FERRAUGE	245 parts sociales

Total du nombre de parts sociales composant le capital social, soit 500 parts (cinq cent parts).

Mr. F. L.F.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales ont été réparties entre eux comme indiqué ci-dessus.

L'article 9 est purement et simplement supprimé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.



A.C.R.
Société à responsabilité limitée
Au capital de 7 622 Euros
Siège social : 91 rue des Moines
75017 PARIS

STATUTS
MIS A JOUR LE 28 JUIN 2002

CERTIFIÉ CONFORME

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. B. B.', written over a horizontal line.

Les soussignés :

Monsieur Marc FERAUGE
demeurant 8, rue Brignolle Galliera 92140 CLAMART
né le 1er juin 1952 à SAINT DENIS (93)
de nationalité française
marié avec Madame Marie-Jeanne VUILLAUME, le 22 Octobre 1974 à CLAMART, sous le
régime de la séparation de biens, suivant contrat de mariage passé devant Maître RICHARD,
notaire à VILLIERS LE BEL (95),

Monsieur Laurent FERAUGE
demeurant 8, rue Brignolle Galliera 92140 CLAMART
né le 15 novembre 1975 à CLAMART (92)
de nationalité française
célibataire

Ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée à capital variable et ont
adopté les statuts établis ci-après.

L'Assemblée du 28 Juin 2002 a supprimé la variabilité du capital.

ARTICLE 1 - FORME

Il a été formé initialement entre les propriétaires des parts créées, une société à responsabilité
limitée à capital variable régie par la loi du 24 juillet 1966, le décret du 23 Mars 1967, le titre III de
la loi du 24 juillet 1867, ainsi que par les présents statuts.

Le caractère variable du capital a été supprimé par Assemblée Générale du 28 Juin 2002.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'installation et la fabrication d'appareillages électriques,
- La récupération de métaux et d'épaves automobiles,

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes
opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de
souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition,
de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise,
l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

M.F.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : A.C.R.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L.".

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 91 rue des Moines, 75017 PARIS.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été apporté en numéraire, à la constitution de la Société :

- par Monsieur Marc FERRAUGE	2 500 F
- par Monsieur Laurent FERRAUGE	2 500 F

Soit au total la somme de 5 000 F

Souscrites en totalité et libérées du dixième ainsi qu'il résulte du certificat établi le 17 Janvier 1997 par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Ile de France, dépositaire des fonds.

La somme de 5 000 F a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 Juin 2002, le capital social a été converti en unité euro pour être porté à 7 622 Euros.

Aux termes de cette même Assemblée le solde du capital a été libéré par compensation avec des créances liquides et exigibles que les associés détenaient sur la Société.

N. F.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de Sept Mille Six Cent Vingt-Deux Euros (7 622 €), divisé en 500 parts

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales souscrites sont attribuées comme suit :

- à Monsieur Marc FERAUGE	255 parts sociales
- à Monsieur Laurent FERAUGE	245 parts sociales

Total du nombre de parts sociales composant le capital social, soit 500 parts (cinq cent parts).

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales ont été réparties entre eux comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 9 - VARIABILITE DU CAPITAL

Article supprimé

ARTICLE 10 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

1- En dehors des limites du capital autorisé, le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes manières autorisés par la loi, par décision extraordinaire des associés.

2- Si l'opération fait apparaître des rompus, les associés feront leurs affaires personnelles de toute acquisition ou de toute cession de droits ordinaires.

3- La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à ramener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après réduction.

ARTICLE 11 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

M. F.

ARTICLE 12 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les parts sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

ARTICLE 13 - RETRAIT ET EXCLUSION D'ASSOCIES

1- Tout associé peut se retirer de la société en notifiant sa décision à la gérance par Lettre recommandée avec avis de réception moyennant un préavis de trois mois avant la date de clôture de l'exercice social en cours.

2- Le redressement judiciaire, la liquidation judiciaire, la dissolution d'une personne morale associé entraîne son exclusion de plein droit. Cette exclusion est prononcée par la gérance, qui constate l'évènement qui la motive. En cas de décès, l'exclusion est prononcée sous réserve du droit des héritiers ou ayant droits de devenir associé.

3- Tout associé peut être exclu de la société pour juste motifs, par une décision des associés réunis en assemblée générale et statuant à la majorité fixée pour la modification des statuts.

Les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu doivent lui être communiqué au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception le convoquant à une assemblée générale devant statuer sur son exclusion afin qu'il puisse exprimer les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels devront être portés sur le procès verbal d'assemblée.

4- L'associé qui se retire ou est exclu a droit au remboursement du montant nominal non amorti de ses parts, augmenté de sa quote-part dans les bénéfices, réserves et primes diverses ou diminué de sa quote part dans les pertes enregistrées.

Dans l'hypothèse où la trésorerie de la société ne permettrait pas le remboursement immédiat de cette somme, la société disposerait d'un délai de six mois pour procéder à ce remboursement, soit totalement, soit partiellement si les disponibilités ont permis le remboursement immédiat d'une fraction des sommes dues à l'associé sortant.

Toutefois, la gérance devra différer le remboursement jusqu'à ce que l'associé sortant ait rempli tous ses engagements en cours à l'égard de la société.

L'associé qui se retire ou qui est exclu, reste tenu pendant cinq ans envers les associés et les tiers de toutes les obligations existant au moment de son retrait ou de son exclusion.

Afin de permettre, le cas échéant, de déterminer la somme à retenir à l'associé sortant, à titre de participation dans les pertes, les retraits, comme les exclusions en vertu des décisions de l'assemblée générale ne prennent effet pécuniairement qu'au jour de la clôture de l'exercice au cours duquel ils ont eu lieu.

Les retraits ou exclusions qui n'auraient pu être effectués au jour de la clôture d'un exercice, par suite de l'interdiction de diminuer le capital social effectivement souscrit en dessous du capital minimum autorisé, ne pourront prendre effet pécuniairement qu'au jour de la clôture d'un exercice ultérieur.

ARTICLE 14 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Ils peuvent démissionner de leurs fonctions, en prévenant les associés par lettre recommandée individuelle.

ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ainsi que par un tiers non associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 17 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er Juillet et finit le 30 Juin.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 Juin 1997.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 18 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

L'Assemblée Générale répartit le bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux ; elle en décide les modalités de mise en paiement.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 19 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 20 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la Société et en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La liquidation de la Société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit :

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associés.

ARTICLE 21 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 22 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 23 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

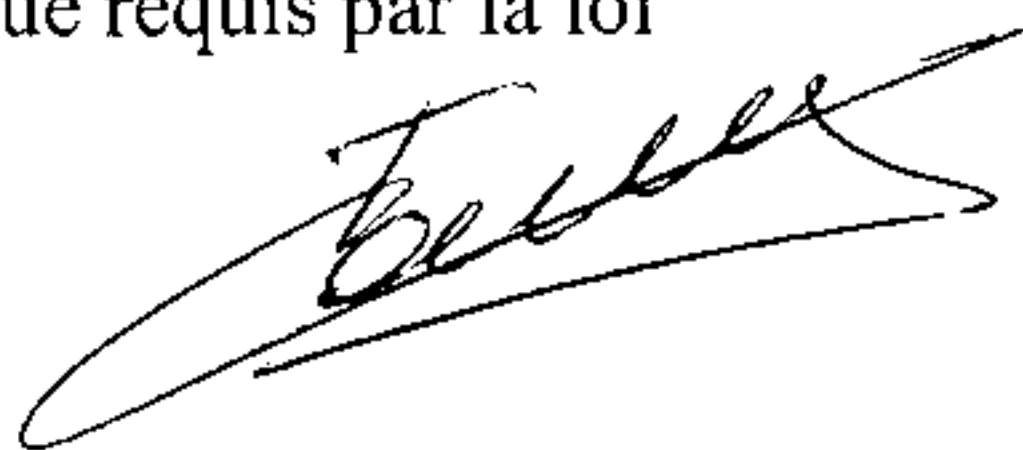
Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition des futurs membres de la Société qui ont pu en prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Fait à Paris

Le 28/06/2002

En autant d'exemplaires
que requis par la loi

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. B. B.', written over a horizontal line.